



### Décision du Maire n° DEC2024/0174

**Objet :** Mise à disposition du Salon VIP Jean Fabre  
Convention avec la RAGT Plateau Central  
Le mercredi 4 septembre 2024  
Modificatif de la décision du Maire n° 2024/0171 du 21 août 2024

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 permettant au Maire, par voie de décision et sur délégation du Conseil Municipal, de gérer les affaires courantes de la collectivité,

Vu la délibération N° DEL2020-089 du Conseil Municipal en date du samedi 11 juillet 2020 rectifiée par la délibération N° DEL2020-277 du Conseil Municipal du vendredi 18 décembre 2020 déléguant au Maire la charge de gérer, par voie de décisions, les affaires telles que précisées par les articles du Code Général des Collectivités Territoriales ci-dessus rappelés,

Vu la convention ci-annexée,

Vu la décision du Maire n° 2024/0171 du 21 août 2024,

Considérant que la RAGT Plateau Central souhaite modifier la date de mise à disposition du Salon VIP Jean Fabre, qu'il convient de modifier la décision susvisée,

### Décide

#### Article 1 : Objet

De modifier l'article 2 de la décision du Maire n° 2024/0171 du 21 août 2024 comme suit : « La présente mise à disposition est consentie du mercredi 4 septembre 2024, 14h00 au jeudi 5 septembre 2024, 18h00. »

#### Article 2 : Durée et date d'effet

Les autres dispositions de la décision du Maire n° 2024/0171 du 21 août 2024 demeurent inchangées.

#### Article 3 : Condition d'exécution

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision. La présente décision sera transmise en Préfecture et publiée. Ampliation de la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Aveyron.

#### Article 4 : Recours

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication, notification et transmission en Préfecture.

#### Article 5 : Compte-rendu des décisions du Maire prises par délégation du Conseil Municipal

Monsieur le Maire rendra compte de la présente décision à la prochaine séance du Conseil Municipal.

Fait à RODEZ, le 29 août 2024

Le Maire certifie exécutoire la présente décision  
Transmise en Préfecture le 29 août 2024  
Publiée le 29 août 2024

Par Délégation du Conseil Municipal  
Le Maire  
Signé : Christian TEYSSÉDRE  
Acte dématérialisé

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2024**  
**SALON VIP – STADE PAUL LIGNON**  
**VILLE DE RODEZ**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise à Place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par Monsieur Christian TEYSSÉDRE, Maire, habilité en vertu d'une décision n°2024/0174 du \_\_\_\_\_, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**La RAGT Plateau Central**, domiciliée à RODEZ, représentée par Monsieur Nicolas LECAT en qualité de Directeur Général, ci-après désignée « **le Bénéficiaire** », d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit à titre de convention d'occupation précaire et révocable :

**Article 1 : Objet**

La Ville met à la disposition du Bénéficiaire qui accepte à titre précaire et révocable, le salon VIP du Stade Paul Lignon :

- Un grand salon VIP (350m<sup>2</sup>), 1 office et matériels

Cette salle sera exclusivement utilisée par le Bénéficiaire pour un repas. En conséquence, il s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins. Le Bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

**Article 2 : Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie du mercredi 04 septembre 2024, 14h00 au jeudi 5 septembre 2024, 18h00.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et express des deux parties.

**Article 3 : Indemnités**

La Ville déclare que cette mise à disposition de locaux est consentie, moyennant une indemnité d'occupation fixée à 1 700 € et une caution par chèque de 5 000€, conformément à la délibération n°2024-046 du Conseil Municipal du 29 mars 2024.

Les sommes dues seront recouvrées par émission d'un titre de recette.

**Article 4 : Droits et obligations du Bénéficiaire**

Le Bénéficiaire prend possession des lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du propriétaire aucune réparation, ni remise en l'état. Pendant la durée de mise à disposition des locaux, le Bénéficiaire s'engage à les occuper avec toutes les diligences nécessaires, à les entretenir et à ne procéder aux aménagements qu'il jugera convenables qu'avec l'accord exprès de la Ville. Le Bénéficiaire s'engage à prévoir toute mesure de protection nécessaire à la bonne conservation de la salle et toute mesure de sécurité imposée par l'usage de celle-ci et/ou la réglementation en vigueur (exemple : respect de la réglementation sur le bruit etc...).

Le Bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant à la salle mise à sa disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans la salle.

Par conséquent, le Bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de cette salle (dommages causés aux matériels confiés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes).

A cet effet, le Bénéficiaire est tenu de présenter à la Ville, au plus tard à la date de signature de la présente, une attestation de la compagnie d'assurances qu'il aura choisie certifiant que l'ensemble des dommages visés ci-dessus est bien couvert par la police souscrite. En outre l'attestation devra stipuler que la responsabilité de la Ville ne saurait en aucun cas être recherchée pour le cas où le Bénéficiaire ne respecterait pas l'une des quelconques obligations énumérées ci-dessus.

Seul le Bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1.

En aucun cas il ne peut sous louer ou céder à un tiers le bénéfice de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas admettre un nombre de spectateurs supérieur à la jauge définie par l'arrêté préfectoral d'homologation du 23 décembre 2022. En cas de dépassement, la Ville pourra faire évacuer la salle par tous moyens.

Le cas échéant le bénéficiaire devra fournir à la Ville l'identité des personnes chargées de la sécurité et du gardiennage.

L'intégralité du site est sous vidéoprotection, système autorisé par arrêté préfectoral (n°2022-299-001 du 26 octobre 2022).

En cas de dégradation, d'accès sur la pelouse ou dans toute pièce autre que la partie louée, la caution pourra être retenue (délibération n°2024-046 du Conseil Municipal du 29 mars 2024 – 5 000€).

#### **Article 5 : Restitution**

Le Bénéficiaire devra restituer lesdits locaux, ainsi que les clefs, enlever l'ensemble du matériel nécessaire à l'organisation de la manifestation (accessoires, objets divers etc...) et libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation en fin de convention.

Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du Bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage.

#### **Article 6 : Résiliation**

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif, moyennant un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le Bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

La Ville ne pourra en aucun cas être tenue de fournir un autre local au Bénéficiaire au terme du contrat, ni en cas de résiliation anticipée qui ne pourrait, par ailleurs, donner lieu à aucun versement de dommages et intérêts, ni aucun remboursement de l'indemnité.

#### **Article 7 : Réclamation - contentieux**

Toute réclamation ou litige portant sur la passation ou l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Toulouse.

Fait à Rodez, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Ville de Rodez,  
Le Maire,

Pour le Loueur,  
Le Directeur Général

Christian TEYSSEBRE

Nicolas LECAT